

République de Guinée

BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE

Quatrième Trimestre 2020

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA DETTE ET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Table des matières

Definitions	1
Sigles et Acronymess	3
Preface	4
I- Rappel de la situation de la dette publique au 31 décembre 2020	5
II. Conclusion et Recommandations	6
III- ANNEXES	8
Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (milliards de GNF) et du taux d'endettement public	9
Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres	
Tableau 3 : Assuré de la dette publique	
Tableau 5 : Tableau des riouveaux engagements	
Tableau 6: Prêts retroldés et dette garantie	14
Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette extérieure	
Tableau 8 : Projets signés non encore décaissés	
Tableau 9/ Liste des projets à négocier/signer de 2020-2021	17
Graphique 1 : Décomposition de l'encours de la dette en monnaie locale (en pourcentage) par type de c	
Graphique 2 : Décomposition de l'encours de la dette publique en devises et par bailleur au 31 dé 2020	
Graphique 3 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques	
Graphique 4 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par créancier au 31 décembre 2020 Graphique 5 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31 décembre 2020 Graphique 6: Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs de fonds au 31 décembre 2020 en USD	10 millions
Graphique 7 : Encours de la dette intérieure para type d'instrument en T4 2019 et T4 2020 (milliards d	11
Graphique 8: Profil d'amortissement de la dette publique au 31 décembre 2020 (millions GNF)	15

Définitions

Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) : analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Champ de couverture de la dette

Le présent Bulletin est constitué de la dette de l'Administration Centrale et de la dette des Sociétés publiques financières (Banque Centrale de la République de Guinée).

Dette totale du secteur public : la dette du secteur public comprend

- la dette de l'Administration publique
 - dette de l'Administration Centrale :
 - dette des collectivités publiques.
- la dette des Sociétés publiques
 - dette des Sociétés publiques non financières ;
 - dette des Sociétés publiques financières.

Encours de la dette publique : montant qui a été décaissé mais non encore remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Garanties : font référence à un accord de payer la dette d'une entité, si cette entité fait défaut (World Bank, Timothy C. Irwin, 2007). Les garanties octroyées par l'Etat à une entité publique ou privée représentent un passif conditionnel pour l'Etat.

Instrument de dette : Il est défini comme étant une créance financière obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date donnée ou à des échéances futures.

- droits de tirages spéciaux (DTS);
- numéraires et dépôts ;
- titres de créances ;
- crédits :
- systèmes d'assurances, de pensions et de garantie standard ;
- autres comptes à payer.

Les instruments de dette sont généralement établis lorsque le créancier fournit une valeur économique au débiteur selon un accord contractuel.

Pour le présent bulletin, les instruments de dette usités sont :

Les crédits pour la dette de l'Administration publique (dette de l'Administration Centrale) et le DTS pour la dette des Sociétés publiques (dette de la Banque Centrale), les obligations du trésor et les bons du Trésor.

Prêts rétrocédés: ce sont des prêts que le créditeur a octroyés à une entité après s'être lui-même endetté auprès d'une autre entité. Lors d'un prêt rétrocédé, le prêt original entre l'Etat et le créditeur est une dette de l'administration centrale mais ne constitue pas un passif conditionnel. Le prêt rétrocédé, quant à lui, est un actif de l'Etat et un passif pour l'entité qui bénéficie du prêt.

Résidence : Une unité institutionnelle est considérée comme résidente d'un pays, si elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire du pays. L'expression « centre d'intérêt économique » signifie que l'unité en question exerce ou entend exercer des activités économiques sur le territoire soit pour une durée déterminée d'au moins un an.

Risque de refinancement : possibilité qu'un emprunteur ne recours au refinancement en empruntant pour rembourser la dette existante. Les pays et entités dont la dette arrive à échéance et qui recourent à une nouvelle dette sont généralement confrontés à ce risque de refinancement.

Risque de taux de change : risque que la valeur d'un investissement ou d'un instrument change sous l'effet des fluctuations de taux de change.

Risque de taux d'intérêts : vulnérabilité des coûts à une hausse de taux d'intérêt. Par exemple lorsque les taux variables sont révisés et/ou la dette à taux fixe doit être refinancée ; ou encore, le risque que la valeur d'un

investissement change par suite de l'évolution du niveau absolu des taux d'intérêt, de l'écart entre deux taux, de la forme de la courbe de rendement ou de toute autre relation de taux d'intérêt.

Service de la dette : paiements au titre de la dette qui arrivent à échéance durant la période en cours (principal et intérêts).

Soutenabilité de la dette : Elle peut être considérée comme assurée, lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette, sans allègement, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés.

Transactions: elles comprennent les tirages en plus et les remboursements du principal en moins.

Valeur nominale : la valeur nominale d'un instrument de la dette est une mesure de valeur du point de vue du débiteur à n'importe quel moment. C'est le montant dû par le débiteur au créancier qui sert de point de départ pour établir la responsabilité légale utilisée dans les analyses de la vulnérabilité et de durabilité. La variation de la solvabilité n'affecte pas la valeur nominale de la dette.

Valorisation de la dette : le guide de la dette du secteur public recommande de valoriser tous les instruments de la dette à la valeur nominale.

Valorisation de l'encours en fin de période : c'est la valeur d'ouverture, des transactions et autres flux économiques qui constituent la valeur de clôture de l'encours.

Sigles et Acronymes

AED Dirham des Emirats Arabes Unis AFD Agence Française de Développement

BADEA Banque Arabe de Développement Economique en Afrique

BEI Banque Européenne d'Investissement
BID Banque Islamique de Développement

BIDC Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

BOAD Banque Ouest Africaine de Développement

DNDAPD Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement

DTS Droits de Tirages Spéciaux

EUR Euro

FAD Fonds Africain de Développement

FADD Fonds dAbu Dhabi

FIDA Fonds International de Développement Agricole

FKDEA Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe

FSD Fonds Saoudien de Développement

FSID Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement

GBP Livre sterling

IDA Association Internationale de Développement (Banque Mondiale)

JPY Yen Japonais KWD Dinar koweitien

OPEP Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB Produit Intérieur Brut

SAR Riyal Saoudien

UC Unité de Compte (panier de devises utilise par le FAD)

USD Dollar US YRMB Yuan Renminbi

Préface

En 2019, les autorités guinéennes ont adopté une politique de la dette qui s'inspire des normes internationales. La transparence est l'un des éléments essentiels de la déclaration de la politique d'endettement public. Ainsi, l'établissement du bulletin statistique trimestriel et sa publication sur le site du département, demeurent un impératif pour atteindre les objectifs de gestion de la dette publique.

Le Bulletin statistique, en tant qu'instrument de synthèse de la Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD), s'inscrit dans cette logique de promotion de la bonne gouvernance et d'amélioration des relations avec nos partenaires techniques et financiers, ainsi que les populations.

C'est pourquoi, l'accès du public aux données de la dette publique demeure une priorité du Ministère de l'Economie et des Finances, étant entendu qu'il permet de vulgariser les informations économiques et financières, renforçant ainsi le système de communication et la transparence, gages de crédibilité, de fiabilité et de confiance.

I. Rappel de la Situation de la Dette Publique au 31 décembre 2020

Le stock de la dette publique et de la dette garantie au 31 décembre 2020 se chiffre à **GNF 63 876,06 milliards**, soit environ **USD 6,394 milliards**. Il est constitué de GNF 37 962 milliards soit USD 3,8 milliards au titre de la dette extérieure (59%) et de GNF 25 904,07 milliards soit USD 2,593 milliards au titre de la dette intérieure (41%) **(Voir graphique 1).**

L'évolution du stock de la dette publique présente une tendance à la hausse due à l'augmentation de la dette extérieure impactée en 2020, notamment avec le décaissement sur le prêt Souapiti, consenti par la Chine (voir graphique 2).

La dette intérieure est constituée des Bons du trésor à moins d'un an (11,4%), des Emprunts Obligataires de 3 ans (3,3%), de la dette titrisée (4%), des avances à court termes de la BCRG (4,9%), de la recapitalisation de la dette BCRG (16,1%) et des crédits TVA (0,9%) (**Voir graphique 3**).

La dette extérieure quant à elle, est constituée de la dette Multilatérale (27,2%), de la dette bilatérale (28,2%) et de la dette commerciale (4,1%) (Voir graphique 4).

La dette multilatérale est composée de la Banque Mondiale (9%), du FMI (8,1%), de la BID (3,4%), du Groupe de la BAD (3,3%), de la BEI (1,1%) et des autres (2,2%) de la dette publique. Il est à noter que la Banque Mondiale et le FMI représentent respectivement 33% et 30% de la dette multilatérale et, 15% et 13% de la dette extérieure.

Les créanciers du Club de Paris excluant le C2D représentent 0,6%, alors que ceux Hors Club de Paris se situent à 27,5% de la dette publique. En termes de volume de la dette bilatérale, la Chine occupe le premier rang avec 71%, 34% de la dette extérieure et 20% de la dette publique.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) est de 43,4%, reparti entre la dette extérieure pour 26% et la dette intérieure pour 17,6% (**Voir tableau 1**).

Ce taux en hausse par rapport à la même période 2019, résulte de l'intégration du crédit TVA de 0,4% et de la dette garantie de Souapiti de 3,9%.

La variation de ce taux d'endettement en dessous du seuil de 70% fixé pour les pays membres de la CEDEAO, résulte de la gestion prudente de la dette, qui privilégie le recours aux emprunts concessionnels, en conformité avec les reformes des Finances Publiques.

Il est à signaler que le C2D en GNF 509,490 millions, soit USD 51 millions, ainsi que les arriérés extérieurs pour GNF 1,638 milliards, soit USD 164 millions, représentent respectivement 0,8% et 2,6% de la dette publique et 0,3% et 1,1% du PIB.

De même, le ratio du service de la dette sur les exportations est de 2,82% en moyenne, nettement en dessous du seuil de 10%. Toutes choses qui ont permis la stabilité du taux de croissance à une moyenne de 7,5% sur les trois dernières années (**voir graphique 5**).

Après l'éclatement du panier de DTS entre les devises, le dollar US avec 49%, reste la principale monnaie de la dette extérieure suivi de l'euro 28%. Cette configuration traduit la politique du Gouvernement qui consiste à réduire progressivement l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change (voir graphique 6).

Les tirages sur emprunts en devises s'élèvent à USD 579,845 millions, soit GNF 5 792,651 milliards pour la réalisation des Projets et Programmes de Développement financés par les partenaires bi et multilatéraux), par catégories de créanciers et par trimestre figurent dans le **graphique 7 et le tableau 2.**

Aussi, l'Etat a mobilisé au quatrième trimestre 2020 GNF 9 435 milliards sur le marché local, constitués de bons du trésor et d'emprunts obligataires. Ce niveau est légèrement en hausse par rapport à la même période 2019, qui était de GNF 6 882,2 milliards.

A l'initiative du G20, la Guinée a bénéficié du report du service de sa dette extérieure pour la période avril-décembre 2020, dans le cadre de la riposte à la pandémie du Covid-19.

Ce report se chiffre à GNF 369,92 milliards et se présente comme suit, par créancier :

France 227,618
Chine 37,600
FSD 27,436
FKD 22,380
Angola 54,890

L'exécution du service de la dette publique est de GNF 2 906,023 milliards, soit USD 290,893 millions, réparti comme suit :

Dette extérieure : GNF 643,557 soit USD 64,420

• Dette intérieure : GNF 2 262,466 soit USD 226,473 (Voir tableau 3)

Le profil d'amortissement de la dette publique reste faible de 2021 à 2050. Cette tendance s'explique par le recours aux prêts concessionnels conformément au programme FEC (Voir Graphique 9).

Au cours du quatrième trimestre 2020, le montant total des nouveaux engagements au titre des prêts et des dons se chiffre à USD 381,916 millions soit GNF 3 815,340 milliards (Voir tableau 4).

L'analyse du portefeuille de la dette a été réalisée en 2019 avec l'assistance technique de l'Afritac de l'Ouest du FMI. Les résultats ont montré que le portefeuille est exposé aux risques de refinancement, au taux d'intérêt et de change comme indiqués dans le **tableau 5**.

Au premier trimestre 2020, la Guinée a mis à jour sa stratégie de la dette à moyen terme (SDMT) avec l'assistance du Fonds Monétaire International (FMI).

De cette mise à jour, il ressort l'analyse ci-après :

- le taux d'intérêt moyen de la dette extérieure est de 2,1% ;
- la durée de vie moyenne de la dette extérieure est de 10 ans ;
- le risque de change reste élevé à 65%.
- le risque de refinancement de la dette intérieure reste élevé avec une part importante de Bons de Trésor à maturité courte (1 an) ;

Il faut noter que le risque budgétaire lié au non-recouvrement de ces prêts rétrocédés aux entreprises bénéficiaires est élevé (**voir tableau 6**).

Le montant total des soldes engagés non décaissés s'élève à USD 2, 3 milliards soit GNF 22 955,552 milliards au 31 décembre 2020 (voir tableaux 7 et 8). Les 2/3 de financements proviennent de sources bilatérales, y compris le financement du projet Hydroélectrique de Souapiti. Il est à signaler que ce montant serait sensiblement réduit si l'on prenait en compte les accords de prêts signés non encore décaissé en 2020 représentant USD 645,5 millions, soit GNF 6 448,545 milliards.

Le Plan d'endettement 2020-2021 prévoit la signature des projets comme indiqué dans le tableau 9.

II. Conclusion et Recommandations

Malgré l'avènement de la pandémie de COVID 19, la gestion de la dette publique a été menée au cours de l'année 2020 avec beaucoup de prudence et d'efficacité. Ce qui a permis, entre autres l'approbation par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), suite aux cinquième et sixième revue, d'accorder un décaissement USD 49,47 millions (DTS 34,43 millions) dans le cadre du programme économique et financier appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Il est à signaler que les indicateurs de viabilité de la dette publique sont restés à un niveau modéré de risque de surendettement. Cependant, le portefeuille de la dette publique est exposé à des risques de refinancement pour la dette intérieure, de change pour la dette extérieure et de taux d'intérêt pour la dette publique.

Le taux d'endettement est resté complètement en deçà du seuil communautaire de la CEDEAO de 70% ce qui donne en principe une marge éventuelle de manœuvres pour mobiliser des ressources de financement des infrastructures socioéconomiques de base.

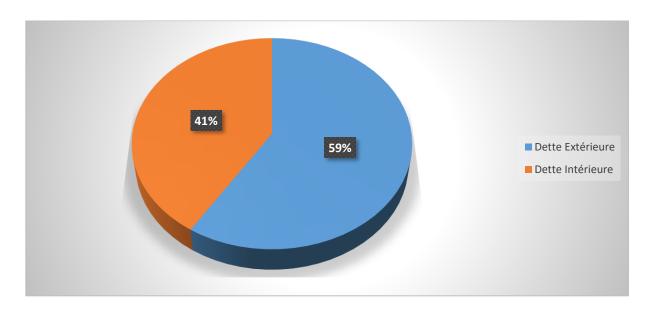
Le taux d'endettement est conforme au seuil de 35% de concessionnalité fixé par le FMI et la Banque Mondiale.

Ainsi, pour une gestion efficiente de la dette, il est envisagé de :

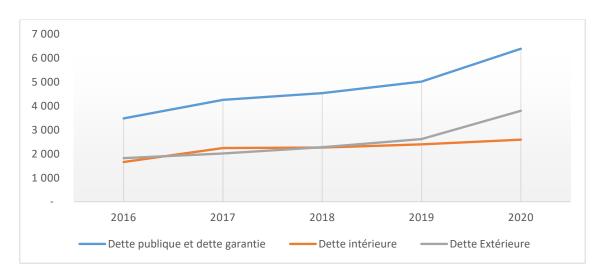
- accélérer le processus des décaissements des projets et programmes de développement en vue d'améliorer le taux d'absorption;
- négocier le relèvement du plafond des ressources non concessionnelles avec le FMI;
- diversifier les instruments d'emprunt sur le marché intérieur pour financer les infrastructures, en privilégiant les émissions d'obligations du trésor, afin de minimiser les risques de refinancement ;
- diversifier le portefeuille de la dette extérieure en devises pour réduire les risques de changes ;
- accélérer le processus d'acquisition du logiciel SYGADE.

III- ANNEXE

Graphique 1: Répartition de l'encours de la dette publique



Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2016-2020



Graphique 3 : Répartition de la Dette Intérieure par instruments

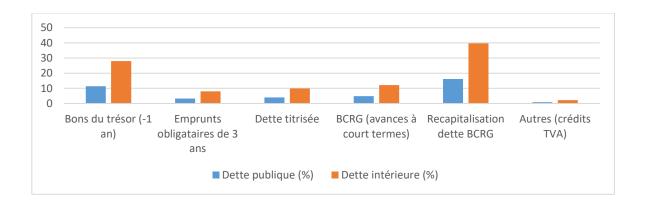
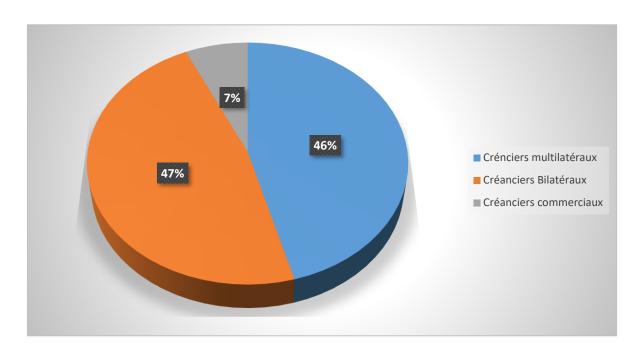


Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette (millier USD) et du taux d'endettement public

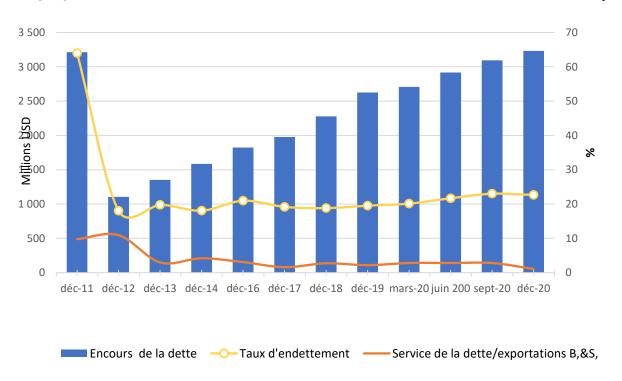
	2016	2017	2018	2019	2020	% total	% PIB
Dette publique et dette garantie	3 482	4 260	4 541	5 017	6 393	100	43,4
Dette intérieure	1 660	2 246	2 262	2 397	2 593	40,6	17,6
Bons du trésor	288	341	470	517	726	11,4	4,9
Emprunts obligataires 3 ans	40	76	46	160	209	3,3	1,4
Dette titrisée	137	81	160	194	256	4,0	1,7
BCRG (avances à court termes)	47	141	-8	137	316	4,9	2,1
Recapitalisation dette BCRG	832	1176	1162	1122	1028	16,1	7
Autres (crédits TVA)	316	431	432	267	58	0,9	0,4
Dette Extérieure	1 822	2 014	2 279	2 620	3 800	59,4	26
Créanciers multilatéraux	779	869	1 116	1 336	1 736	27,2	11,8
FMI	241	277	322	338	520	8,1	3,5
Banque Mondiale	220	240	341	467	575	9,0	3,9
BAD	99	122	136	173	208	3,3	1,4
BID	106	113	184	195	217	3,4	1,5
BEI	0	0	20	38	73	1,1	0,5
Autres	113	117	113	125	143	2,2	1
Créanciers Bilatéraux	984	1083	1102	1180	1801	28,2	12,2
Club de Paris (exclus C2D)	28	31	29	33	41	0,6	0,3
Hors Club de Paris	956	1 052	1 073	1 147	1 760	27,5	11,9
Angola	145	141	127	117	113	1,8	1
Chine	525	600	630	650	1 277	20,0	9
Prêt Souapiti	0	0	0	0	575	9,0	3,9
Koweït	73	83	77	78	75	1,2	0,5
Libye	42	42	42	42	52	0,8	0,4
Arabie Saoudite	75	90	101	106	104	1,6	0,7
Autres	96	96	96	154	139	2,2	0,9
Créanciers commerciaux	59	62	61	104	262	4,1	1,8
Pour mémoire							
Balance C2D	112	104	76	47	51	0,8	0,3
Arriérés extérieurs	147	150	149	149	164	2,6	1,1
Taux de change officiel (GNF/USD)	9225	9006	9085	9401	9990		

Source : DNDAPD/FMI

Graphique 4 : Répartition de la Dette Extérieure par catégorie de créanciers



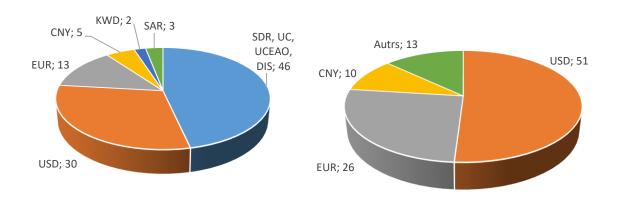
Graphique 5 : Evolution du stock de la dette extérieure et les ratios caractéristiques



Graphique 6 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31 décembre 2020

DTS Avant Décomposition

Apres Décomposition du DTS



Graphique 7 : Point des tirages sur emprunts en devises par bailleurs de fonds au 31 décembre 2020 en millions USD

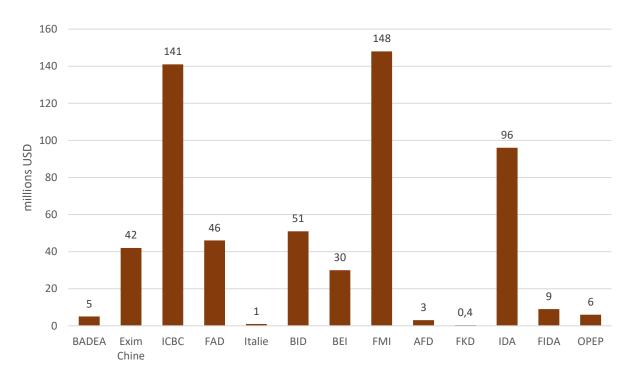


Tableau 2 : Décaissements par catégorie de créanciers au cours des 6 trimestres

	20	019	2020				
Dette extérieure	Т3	Т4	T1	Т2	Т3	Т4	Total T1-T4
Total	66,52	174,84	85,150	227,248	146,200	121,247	579,845
Dette bilatérale	66,52	174,84	61,019	55,199	14,181	57,204	187,603
CDP	2,99	7,6	0,053	3,203	1,055	0,000	4,310
Fonds Arabes	0	4,02	0,000	0,156	0,000	0,000	0,156
Bilatéraux HCDP	2,99	3,57	60,966	51,840	13,126	57,204	183,136
Multilatéraux	0	0	24,131	172,049	132,019	64,043	392,242
IDA	63,53	167,25	9,431	13,810	55,542	17,501	96,282
FMI	7,02	146,24	0,000	148,000			148,000

Tableau 3 : Service assuré de la dette publique au 31 décembre 2020 (milliard GNF)

BAILLEURS	Principal	Intérêt	TOTAL					
Dette libellée en devises								
Dette multilatérale	218,253	90,763	309,016					
Dette bilatérale	254,734	79,807	334,541					
Total dette extérieure	472,987	170,570	643,557					
L	Dette libellée en monnaie locale (GNF)						
Titres publics		688,203	688,203					
Banques locales	1,326,333	247,927	1 574,26					
Total dette intérieure	1 326,333	936,133	2 262,466					
TOTAL DETTE PUBLIQUE	1 799,320	1 106,703	2 906,023					

Tableau 4 : Tableau des nouveaux engagements

Créanciers	Intitulé du Projet	Date de Signature	Montant équivalent millions USD	Durées (Années)	Différés (Année)	Taux intérêt	Élément don (%)	Prêt collatéralisé
BADEA	Projet de construction de la zone industrielle de Fandjé	01-01-20	16	31	10	1,00	49	Non
BADEA	Projet de construction de la zone industrielle de Fandjé	01-01-20	11,5	15	5	3	15	Non
BADEA	Projet d'Autonomisation des Femmes	01-01-20	9	31	10	1,00	49	Non
FMI	Facilité Rapide de Crédit	19-06-20	147,66	10	5,5	0,00	32	Non
IDA	Covid-19 health project (Total project is US\$10.9m, with 50% grant element)	25-06-20	5,52	38	6	0,75%	53%	Non
IDA	Programme Régional pour l'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel	25-06-20	20,286	38	6	0,75	53	Non
BID	Projet de route Boké Québo	07-07-20	51,414	19	4	1,38%	34%	Non
IDA	République de Guinée – Programme de financement de la politique de développement du marché régional de l'énergie en Afrique de l'Ouest	10- 08- 20	30	38	6	0,75%	53%	Non
IDA	Covid Emergency Development Policy Financing - Budget support for 2020	24-08- 20	40	38	6	0,75%	53%	Non
Eximbank Inde	Avenant du projet de construction de deux hôpitaux régionaux Kankan Nzérékoré	25-sep- 20	20,286	25	7	1,50%	35%	Non
AFD	Projet de Réhabilitation et d'Extension au Réseaux de Transport et de Distribution de Conakry (PRERTDC2)	16-déc- 20	30,25	20	7	0,25%	35%	Non
Total			381,916				35%	

Tableau 5 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2019

Risk Indicators		External debt	Domestic debt	Total debt
Amount (in million	s of GNF)	24 196 645,9	15 006 360,0	39 203 005,9
Amount (in million	s of USD)	2 573,9	1 596,3	4 170,2
Nominal debt as %	6 GDP	19,2	11,9	31,1
PV as % of GDP		13,8	11,9	25,7
Cost of debt	Interest payment as % GDP	0,2	0,3	0,5
Cost of debt	Weighted Av. IR (%)	1,1	2,5	1,7
	ATM (years)	10,2	7,9	9,3
Refinancing risk	Debt maturing in 1yr (% of total)	2,6	47,1	19,7
	Debt maturing in 1yr (% of GDP)	0,5	5,6	6,1
	ATR (years)	10,2	7,9	9,3
Interest rate risk	Debt refixing in 1yr (% of total)	2,6	47,1	19,7
	Fixed rate debt (% of total)	100,0	100,0	100,0
FX risk	FX debt (% of total debt)			61,7
1 X IISK	ST FX debt (% of reserves)			6,1

Tableau 6 : Prêts rétrocédés, dette garantie en millions USD

Créanciers	Projet	Secteur	Bénéficiaire	Encours au 30/06/2020	Encours au 31/12/2020
Eximbank Chine	Projet Backbone	NTIC	SOGEB	172,09	214,00
Eximbank Chine	Projet Kaleta	Electricité	SOGEKA	404,14	404,14
Eximbank Chine	Réhabl Sotelgui	NTIC	SOTLGUI	33,09	33,09
FAD	Interconnexion	Electricité	OMVG	23,46	29,26
BEI	Interconnexion	Electricité	OMVG	24,39	26,52
BEI	Energie	Electricité	EDG	13,95	15,17
IDA	Interconnexion	Electricité	OMVG	6,90	8,87
AFD	Rehabilit Elect	Electricité	EDG	1,37	3,69
Prêts rétrocédés				679,39	734,74
AFD	Accord transactionnnel	Electricite	EDG	19,219	
AFD	Accord transactionnel	Eau	SEG	8.25	
Pret Garanti (AFD)			Eau, Energie	27,469	
Eximbank Chine	Projet Hydroélect Souapiti	Electricité	SOGES		575,11

Notes : NTIC (Reformes Technologiques)
Source : DNDAPD

Graphique 8 : Profil d'amortissement de la dette publique au 31 décembre 2020 (millions GNF)

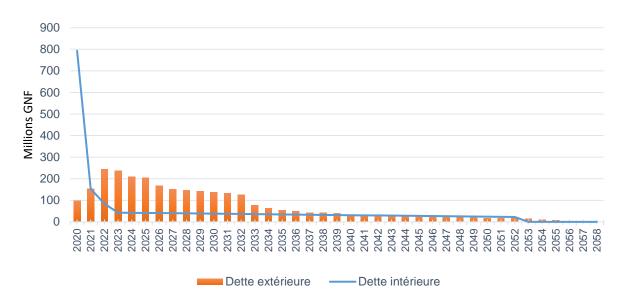


Tableau 7 : Soldes engagés non décaissés au titre de la dette libellée en devises (millions USD)

	T4 2	019	T1 20	20	T2 2020		T3 2020		T4 2020	
Dette extérieure	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Bilatéraux	2 168,56	67,22	2 107,59	67,10	2 052,39	67,55	2 052,39	67,55	1 456,43	63,38
Multilatéraux	1 057,48	32,78	1 033,30	32,90	986,07	32,45	986,07	32,45	841,4221	36,62
TOTAL	3 226,03	100,00	3 140,89	100,00	3 038,46	100,00	3 038,46	100,00	2 297,85	100

Tableau 8 : Projets signés non encore décaissés au 31 décembre 2020 en millions USD

Créanciers	Intitulé du Projet	Date de signature	devise	Montant en devise	Montants millions USI	
BID	Projets de développement des écoles techniques et professionnelles	26 juin 2014	DIS	7,00	9,6	
BID	Projet d'appui à la santé post-Ebola	16 octobre 2016	USD	10	10,0	
BID	Projet d'appui a la santé post-Ebola	16 octobre 2016	EUR	20,16	24,8	
BADEA-BID-FKD	Projet Route Kissidougou-Kondébadou	31 octobre 2017	EUR	16,8	20,7	
AFD	Projet d'Amélioration des Performances Commerciales et Techniques de la SEG à Matoto ; Sécurisation de l'Alimentation en Eau sur les 26 Centres de la SEG	9 avril 2018	EUR	31	37,0	
FIDA	Projet d'Agriculture Familiale, Résilience et Marché en Moyenne et Haute Guinée (Agrifarme)	14 mai 2018	USD	15,45	15,5	
Belgique	Système détresse et sécurité maritime	8 juin 2018	EUR	3	3,7	
BID	Assainissement de la ville de Conakry	31 aout 2018	USD	32,8	32,8	
BIDC- BM-BEI-BID	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali	16 décembre 2018	USD	37,85	37,9	
BID	Regional rice value chain development program (RRVCDP)	16 janvier 2019	USD	15,21	15,2	
BID	Regional rice value chain development program (RRVCDP)	16 janvier 2019	USD	2	2,0	
AFD	Projet Régularisation des branchements illégaux, renforcement/extension du réseau de distribution urbain, l'électrification des localités rurales par des solutions hors réseau et l'accroissement des capacités des agents du secteur électrique	1 avril 2019	EUR	50	61,6	
IDA – regular	Electricity access scale up project (P164225)	1 avril 2019	DTS	18,1	24,9	
IDA	Programme de financement de la politique de développement du marché regional de l'énergie en Afrique de l'Ouest	10 aout 2020	USD		30	
IDA	Covid Emergency Development Policy Financing - Budget support for 2020	24-08- 20	USD		40	
FAD	Projet de Route Boké Québo	23 avril 2019	UC	5,12	7,0	
FAD	Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN)	23 avril 2019	UC	7,5	10,3	
FAD	Programme de développement des zones spéciales de transformation agro-industrielle (PDZTA-BK)	8 novembre 2019	UC	12,8	17,6	
FAD	Fonds d'investissement social de relance Post-Ebola (PERSIF)	8 novembre 2019	UC	13	17,9	
Eximbank Inde	Strengthening the drinking water supply of Grand Conakry-Horizon 2040 (Quatrième projet eau)	5 décembre 2019	USD	170	170,0	
Eximbank Inde	Credit line to finance two solar projects: (i) for supply of electricity and drinking water to 7 public universities; (ii) electrification and refrigeration in 200 health infrastructures.	5 décembre 2019	USD	20,22	20,2	
BADEA	Projet de Construction de la Zone Industrielle de Fandjé (Package: loan 1 of 2)	1 janvier 2020	USD	16	16,0	
BADEA	Projet de Construction de la Zone Industrielle de Fandjé (Package: loan 2 of 2)	1 janvier 2020	USD	11,5	11,5	
BADEA	Projet d'Autonomisation des femmes	1 janvier 2020	USD	9,5	9,5	

Tableau 9 : Liste des nouveaux projets à négocier/signés (2020-2021)

Créanciers	Intitulé du Projet	Date de signature	devise	Montant en devise	Montants (millions USD)
BID	Projet de route Boké Québo (co-financement)	2020	EUR	41,80	51,50
AFD	Projet d'évacuation de l'énergie de Souapiti à Conakry	2020	EUR	25,00	31,80
BEI	Ligne de transmission Linsan-Fomi	2020	EUR	170,00	209,50
AFD	Projet déchets Conakry	2021	EUR	49,19	60,60
AFD	Limite de prêt approuvé par l'assemblée française	2021	EUR	49,68	61,20
BADEA	Projet de réalisation de 700 forages systèmes et 5 systèmes APE à pompage solaire en milieu rural	2021	USD	14,26	14,30
BADEA	Projet de rééquilibrage régional pour l'AEPA en milieu rural	2021	USD	62,31	62,31
BID	Centre d'Autonomisation des Femmes	2021	USD	10,00	10,00
BID	Projet de renforcement des capacités des jeunes et des femmes dans les zones affectées par l'épidémie Ebola	2021	USD	10,00	10,00
BID	Projet d'Aménagement des Espaces Pastoraux	2021	USD	15,00	15,00
BID	Projet National de Plateformes Multifonctionnelles	2021	USD	8,00	8,00
BID	Projet de Construction de la Route Labé-Mali	2021	USD	100,00	100,00
BID	Projet de Développement des Infrastructures Rurales	2021	USD	90,00	90,00
BID	Assainissement des grandes villes en Guinée	2021	USD	38,00	38,00
BID	Projet d'Aménagement de la Corniche Nord 2*2	2021	USD	50,00	50,00
Eximbank Inde	Construction des hôpitaux de Kankan et Nzérékoré : Avenant pour couvrir les équipements	2021	USD	20,52	20,52
Eximbank Suède	Projet interconnexion électrique Koubia- Tougué-Dinguiraye Siguiri	2021	USD	157,00	157,00
FMO Hollande	Cinq ponts à Conakry	2021	EUR	36,00	44,40
IDA – regular	Enclave Ioan: Guinea Agribusiness Development Project	2021	USD	100,00	100,00
IDA – regular	Agriculture Sector Support	2021	DTS	20,55	28,30
IDA – regular	Development Policy Financing - Budget support for 2021	2021	USD	40,00	40,00
IDA – regular	Residual project to Complete Guinea's USS	2021	USD	87,00	87,00
	Total				1 289,40